Entrepreneurs de l'insécurité

Sandrine Perrot

▶ **To cite this version:**

Sandrine Perrot. Entrepreneurs de l'insécurité : La face cachée de l'armée ougandaise. Politique africaine, 1999, 1999/3 (75), pp.60 - 71. 10.3917/polaf.075.0060 . hal-03583141

HAL Id: hal-03583141

https://sciencespo.hal.science/hal-03583141

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SANDRINE PERROT

ENTREPRENEURS DE L'INSÉCURITÉ

LA FACE CACHÉE DE L'ARMÉE OUGANDAISE

L'ARMÉE OUGANDAISE OFFRAIT JUSQU'À RÉCEMMENT L'IMAGE D'UN CORPS PROFESSIONNEL, DISCIPLINÉ ET BIEN ORGANISÉ. LA PACIFICATION RELATIVE DU PAYS APRÈS VINGT ANS DE GUERRE CIVILE SEMBLAIT INDIQUER QUE LA FORCE ARMÉE AVAIT ENFIN ÉTÉ DOMESTIQUÉE. MAIS LA POURSUITE DES VIOLENCES DANS LE NORD ET, SURTOUT, LA GUERRE MENÉE AU CONGO RÉVÈLENT QUE L'UPDF CONNAÎT AUJOURD'HUI DES TENDANCES À LA CRIMINALISATION SOUS LA COUPE D'OFFICIERS AFFAIRISTES DEVENUS DE VÉRITABLES ENTREPRENEURS DE L'INSÉCURITÉ.

Malgré le lourd passif des années Amin et Obote, l'Ouganda a réussi, depuis 1986, à imposer l'image d'un modèle de réforme et de contrôle de l'armée. Après vingt ans de troubles, d'instabilité et d'impunité, la restauration de la paix dans les régions du Sud et la domestication [1] du « monstre » ont en effet redonné ces dernières années à l'armée une crédibilité extérieure [2]. La mise en place de réformes et de mesures démocratisantes, l'organisation d'élections locales puis nationales et la bonne tenue de la National Resistance Army (NRA, devenue Uganda People's Defense Forces, UPDF) ont assis la légitimité et la représentativité du régime. Elles lui ont également assuré le soutien continu des bailleurs de fonds pour construire, selon les vœux du président Museveni, une armée forte, moderne et efficace, qui serait le pivot de la reconstruction de l'autorité légitime de l'État. À l'image d'un président-guérillero, les sphères politiques et militaires s'entremêlent étroitement depuis lors.

Aujourd'hui pourtant, l'armée ougandaise, engagée dans de périlleuses interventions extérieures et incapable de mettre fin aux rebellions internes, voit son crédit s'effondrer par la mise en évidence de ses dérives affairistes au Congo et, plus généralement, par l'accumulation des scandales liés à la corruption de petite et de grande échelle qui la rongent. Conjuguée à la militarisation croissante du régime, cette criminalisation rampante de l'UPDF révèle une des faces cachées du régime Museveni qui inquiète aujourd'hui ses voisins et fissure de plus en plus la bonne image qu'avaient les bailleurs de fonds de l'« exception

ougandaise ». Gérée sur le terrain par des officiers proches du pouvoir, cette économie de guerre n'est-elle qu'un épiphénomène du conflit ou au contraire son moteur principal ? La « criminalisation » croissante de l'armée est-elle instrumentalisée par le gouvernement ou entretenue par quelques entrepreneurs militaires qui poursuivent leur propre intérêt et échappent en partie au contrôle central ? Dans l'une ou l'autre hypothèse, la consolidation d'une telle économie de pillage au sein de l'institution militaire doit-elle être considérée comme « fonctionnelle » à moyen terme pour le pouvoir, ou comme un ferment de sa déstabilisation ? Tels sont quelques-uns des enjeux que voudrait soulever cette contribution.

L'érosion d'un modèle politico-militaire

Formé aux principes maoïstes, Museveni rêvait d'une armée de renseignement suffisamment importante pour être partout, « une brigade dans chaque district, une section dans chaque comté[3] ». Aussi, depuis 1986 et malgré quelques baisses ponctuelles des dépenses de défense[4], le budget de l'armée en termes d'hommes et d'équipement n'a pas cessé d'augmenter. L'assimilation des forces défaites, la nécessaire professionnalisation de l'armée (structures de commandement, personnel, logistique, entraînement, équipement, fournitures, recrutement[5]…), la multiplication des rébellions périphériques et l'hostilité de ses voisins (le Kenya d'abord, puis le Soudan et le Zaïre) occasionnaient d'importants frais de fonctionnement. Si ces achats de matériel et la hausse constante des dépenses militaires trouvaient leur justification dans les premières années du régime[6], les bailleurs de fonds rechignent aujourd'hui à accepter un budget qui, en 1997-1998, représentait à lui seul 2,7 % du PNB.

1. Le terme de domestication est pris ici au sens donné par Dan Mudoola de « processus par lequel l'armée est soumise aux mécanismes de contrôle civils et persuadée d'accepter les structures institutionnelles civiles comme des canaux légitimes à travers lesquels elle peut faire valoir ses intérêts ». Dan Mudoola, « Institution building, the case of the NRM and the military in Uganda, 1986-1989 », *in* H. Hansen et M. Twaddle (eds), *Changing Uganda*, James Currey/Fountain publishers, London/Kampala, 1991, p. 230-231.

2. Un contingent ougandais s'est rendu au Liberia en 1996 et avait été sélectionné pour se rendre en Somalie afin d'y effectuer des missions onusiennes de maintien de la paix.

3. La structure militaire se calquait ainsi sur les structures de l'administration locale. Chaque unité décentralisée de gouvernement locale a en effet son secrétaire pour la Défense.

4. Armée par la Corée du Nord, la Chine et surtout l'Afrique du Sud, l'UPDF a souhaité développer sa mobilité par une mécanisation de ses forces (achats de 40 chars en 1996, de 60 autres en 1998). Elle cherche à développer aujourd'hui son armée de l'air. Sa flotte aérienne se composait jusque-là principalement d'hélicoptères de combat MI 24 et MI 17. *The New Vision*, 30 juil. 1999.

5. Nat J. Coletta, M. Kostner et I. Wiederhofer, « Case studies in war to peace transition, the demobilization and reintegration of ex-combatants in Ethiopia, Namibia and Uganda », *World Bank Discussion Paper* n° 8 331, The International Bank for Reconstruction and Development, World Bank, 1996, p. 219.

6. Nat J. Coletta, M. Kostner et L. Widerhofer, *op. cit.*, p. 219.

Dans un contexte d'après guerre froide, et par souci de remédier au problème de la dette, les bailleurs de fonds avaient exigé du gouvernement une réduction drastique de ses effectifs au début des années 90. Toutefois, la médiatique démobilisation de 30 000 hommes, de 1992 à 1995, a été suivie par une remobilisation plus discrète de vétérans et de Local Defence Units (LDUs) dont le nombre reste difficile à estimer. Ainsi, le contingent militaire a quadruplé entre 1986 et 1999, passant de 20 000 hommes en 1986 à environ 90 000 de nos jours [7]. Entretenant cette dynamique militariste, le régime de Museveni encourageait parallèlement la formation et le recrutement au niveau local de forces paramilitaires (LDUs, *homeguards, vigilantes,* etc.), et mettait en place un cursus de formation politico-militaire pour les civils, le *chaka mchaka*.

En 1991, pour la première fois, un rapport de la Banque mondiale, le *World Bank Expenditure Review,* critiquait ouvertement le gouvernement pour ses dépenses de défense sans que l'aide des bailleurs, pourtant conditionnée par la diminution des effectifs militaires et du budget militaire, ne soit remise en cause. Dès 1994, la reprise du recrutement rendait les protestations extérieures d'autant plus vives que les quelque 29 millions de dollars épargnés lors du processus de démobilisation étaient immédiatement absorbés par l'administration publique ou réinjectés dans les dépenses militaires [8].

Cependant, ces mises en garde n'ont guère été suivies d'effets, l'intérêt réciproque des bailleurs de fonds et du récipiendaire modèle limitant la portée des avertissements. Malgré leurs appels répétés pour une diminution du budget de la Défense, les institutions de Bretton Woods donnaient à nouveau leur accord, en mai 1998, à une nouvelle augmentation de 26 % de celui-ci, justifiant leur choix par l'instabilité dans l'est du Congo et la persistance de deux fronts à l'ouest et au nord du pays [9].

Sous-jacente depuis le début des années 90 dans toutes les réunions des bailleurs de fonds, la question du budget de l'armée et du contrôle de la corruption [10] a été placée au centre des discussions du Groupe consultatif à Kampala de décembre 1998. Après avoir critiqué le gouvernement ougandais pour le coût militaire et financier de son engagement dans le conflit du Congo, le Groupe consultatif se contentait de la promesse faite de combattre la corruption et de restreindre les dépenses de défense au cours de la prochaine année budgétaire.

En mars 1999, toutefois, en raison d'un désaccord sur la composition de ces dépenses, le FMI a retardé pour la première fois le versement de la seconde tranche d'un prêt de 20 millions de dollars accordé dans le cadre de l'Extended Structural Adjustment Facility (ESAF). Le FMI reprochait en effet à l'Ouganda d'avoir dépassé son plafond budgétaire, faisant passer ses dépenses de défense des 1,9 % convenus à 2,2 % du PNB [11].

L'année 1999 a été difficile pour les hommes de l'UPDF. Outre le mécontentement des principaux bailleurs de fonds, un rapport d'Amnesty International avait attiré en mars l'attention sur les exactions des militaires au Nord. Les coups d'éclat du major Kakooza Mutale (conseiller politique du Président), les scandales de corruption dans le haut commandement et l'enlisement des troupes au Congo révélaient progressivement la face cachée de l'armée ougandaise et jetaient un discrédit croissant sur cette institution.

Le relâchement de la discipline et le manque de professionnalisme des soldats envoyés sur le front ne sauraient expliquer à eux seuls l'absence de résultats tangibles dans la gestion des conflits internes de l'Ouganda : l'insécurité persiste dans le Nord depuis plus de treize ans et le front Ouest, où opèrent les Forces démocratiques alliées (ADF), ne s'est jamais refermé depuis novembre 1996. Le soutien en coulisses du Soudan aux divers mouvements de rébellion ne saurait à lui seul expliquer la prolongation de l'insécurité et de la violence dans les zones périphériques. D'autres facteurs internes contribuent à la pérennité de celle-ci, notamment la corruption de l'armée et les affaires rondement menées par certains officiers qui constituent désormais, par leur ampleur et leur institutionnalisation, des causes majeures – et non plus des conséquences – de l'instabilité.

Les bénéfices de l'instabilité

Considéré comme périphérique et lointain, le conflit du Nord a pâti paradoxalement du redressement du reste du pays, qui faisait apparaître l'Ouganda comme un ensemble stable et prospère. Mais, entre le Sud pro-Museveni et les zones de conflits septentrionales (qui avaient fourni le gros des troupes de l'armée et de la police de l'ancien régime), l'UPDF semble agir avec deux poids deux mesures. Si le degré d'atrocité des violences commises par les rebelles ont souvent occulté les exactions de l'armée contre les civils, celles-ci apparaissent aujourd'hui au grand jour. Vivement critiquée au niveau

7. L'opacité de l'institution militaire ougandaise rend cependant les effectifs difficiles à estimer. On sait toutefois qu'entre 1986 et 1991, les importations d'armes se sont élevées à 349 Ms $, soit une moyenne annuelle de 58 Ms $, puis auraient baissé à 11 Ms $ au cours du programme de démobilisation. *La Lettre de l'océan Indien*, n° 15, juin 1996.
8. *The Weekly Review*, 14 juin 1996.
9. *The East African*, 1er juin 1998.
10. Dans un signal univoque, la veille de la réunion des bailleurs, Salim Saleh démissionnait de son poste de superviseur du ministère de la Défense suite à son implication dans le scandale de l'achat frauduleux de l'Uganda Commercial Bank (UCB).
11. Le ministère justifie cette augmentation par les « menaces régionales vis-à-vis de la paix et de la stabilité du pays ». *Background to the Budget 1999/2000*, Ministry of Finance, Planning and economic development, juin 1999, p. 93.

local, la création, à partir de 1996, de villages dits « protégés » témoigne de la brutalité des méthodes contre-insurrectionnelles employées par les autorités, qui poussent les populations civiles hors de leurs villages d'origine [12]. Placées sous la responsabilité d'un détachement militaire, les populations bénéficient de la protection de l'armée tout en étant contraintes à une dépendance alimentaire pour avoir laissé leurs champs en friche. Loin de clarifier la situation dans le Nord, cette stratégie aggrave le sort d'une population prise en otage entre l'armée, qui considère toute personne hors des camps comme un collaborateur des rebelles, et la rébellion elle-même, qui attaque les camps pour forcer les gens à retourner dans les villages, cultiver la terre et leur fournir la nourriture nécessaire lors de leurs prochains raids [13].

De plus, au plus haut niveau, l'ambiguïté et la confusion semblent être les maîtres mots du discours gouvernemental. En effet, malgré la déclaration du secrétaire d'État à la Défense, Steven Kavuma, affirmant en mars 1999 que le gouvernement soutiendrait toute initiative de paix, les messages d'apaisement (visite du président Museveni, déclaration d'amnistie…) sont régulièrement suivis de leur pendant répressif (vague d'arrestations, discours vindicatif, intimidation…).

Par ailleurs, l'existence d'appareils militaires ou paramilitaires parallèles, parfois officieux, échappant au contrôle des parlementaires ajoute à la confusion. Autour du noyau professionnalisé et constitutionnel de l'UPDF gravitent en effet d'autres forces de sécurité dont les attributions restent plus obscures, comme les Forces de réserve dont Salim Saleh avait pris la direction après avoir été forcé de quitter l'armée en 1988, ou le Popular Intelligence Network (PIN) du major Kakooza Mutale. Les PIN rapportent directement leurs actions au Président *via* le major Mutale. Créée en octobre 1996 et utilisée à l'origine pour convaincre les civils de se rendre dans les camps, cette organisation semble avoir des attributions désormais plus vagues [14].

Alors que, depuis un an, les relations entre civils et militaires s'améliorent au nord, les déclarations contradictoires du gouvernement et les agissements en sous-main de Mutale avivent les tensions et viennent à nouveau jeter le trouble sur les intentions du gouvernement. Semblant entretenir une logique de déstabilisation, en effet, Mutale fait arrêter en mars 1998 plusieurs personnes sous l'accusation de trahison, alors même que Museveni se rend dans les camps pour s'excuser de son échec et exprimer sa compassion aux populations acholi [15]. Lorsque le Président ougandais reparaît à Gulu au mois de juin de la même année, Mutale accuse les leaders politiques locaux d'être des collaborateurs. Ces déclarations vindicatives donneront lieu à une manifestation de 8 000 personnes dans les rues de la ville. Bien que les officiers de la 4e division se soient officiellement désolidarisés des actions de Mutale, le retentissement

de cette affaire ainsi que ses avatars (dont l'affaire Candida [16]) marqueront le début d'une campagne de dénigrement de l'armée.

Pourtant, la persistance du conflit n'a pas fragilisé l'UPDF mais lui a permis au contraire de s'affirmer comme un partenaire incontournable du pouvoir, de justifier le fort budget qui lui était alloué et de bénéficier de la manne conciliante des bailleurs de fonds. Le conflit dans le Nord génère l'afflux de sommes d'argent considérables qui bénéficient, de façon formelle ou informelle, à une partie de l'armée, qui renforce ainsi sa position au cœur de l'État. L'instrumentalisation de la violence et de l'insécurité permet en effet à l'armée nationale ougandaise d'occuper encore une place prépondérante dans l'équilibre des forces politiques du régime Museveni.

Naissance d'une structure parasite d'entrepreneurs militaires

Au fil des ans, il apparaît que les situations de corruption quotidiennes (contrebande d'essence [17], détournement de la paye des soldats fantômes [18]…) ont été peu à peu supplantées par une corruption à grande échelle impliquant les proches du pouvoir et dépassant parfois les frontières nationales. Les maigres payes des soldats et les opportunités croissantes offertes dans les zones de conflit ont amené certains militaires à diversifier leurs activités et à s'investir dans le commerce, l'industrie ou la contrebande.

Déjà, les vols systématiques de bétail perpétrés à la fois par les Karimojongs dans le district de Kitgum ainsi que par la NRA et les divers mouvements de

12. Amnesty International, *Breaking the Circle : Protecting Human Rights in the Northern War Zone*, 17 mars 1999.
13. Entretien avec le responsable du camp d'Anaka, dans le district de Gulu, juillet 1999.
14. Le 14 avril 1999, l'Uganda Human Rights Commission accusait le major Mutale d'être à la tête d'une unité illégale de renseignement militaire (le Special intelligence Unit ou Popular Intelligence Network).
15. Amnesty International, *Breaking the Circle…*, *op. cit.*, p. 47.
16. Le 11 mai 1999, alors même que Museveni arrive à Gulu, une photo de femme nue torturée par trois hommes en uniforme est publiée en dernière page du *Monitor*. Ce qui allait devenir « l'affaire Candida » provoqua l'arrestation des éditeurs du journal. Candida a été accusée de faux témoignage et le brigadier Wamala dirigeant la 4e division a été envoyé en cours aux États-Unis après avoir déclaré qu'il démissionnerait s'il était démontré que la photo avait été prise dans l'enceinte de la 4e division.
17. En 1996, un colorant vert avait été ajouté à l'essence de l'armée pour éviter sa revente aux civils. *The New Vision*, 3 juin 1996.
18. Les soldats fantômes sont des soldats morts sur le champ de bataille ou de cause naturelle dont le nom demeure malgré tout sur les bulletins de paye. Selon les contrôleurs chargés de l'audit de l'armée, il y avait plus de 10 000 soldats fantômes dans l'UPDF en 1997. Les officiers contrôlent ainsi deux registres, l'un comportant leur effectif réel, l'autre à l'attention du quartier général de la Défense. *New African*, octobre 1997.

rébellion dans l'ouest de Gulu avaient alimenté les conflits [19]. Ce n'est qu'en 1999 que des procédures de reconstitution des troupeaux ont été initiées par le gouvernement. Mais, là encore, le remplacement par des vaches *ankole* et le profit évident des intermédiaires laissent les populations acholi amères.

De façon plus générale, on constate que certains hommes de l'UPDF mêlent adroitement les registres de la guerre et du business. Ainsi, alors que Salim Saleh était nommé conseiller présidentiel pour le conflit du Nord en 1991, il avait entre les mains plusieurs contrats passés avec l'armée pour fournir, entre autres, de la nourriture eu du matériel. Le colonel Wasswa a également monté une compagnie de bus reliant Gulu à Kampala ; le colonel Kazini, commandant de la 4e division, et son adjoint avaient quant à eux été accusés d'avoir placé sur un compte joint le montant des sommes détournées par les officiers payeurs, qui s'élevaient à 1 million de shillings [20]. Museveni lui-même reconnaît que des détournements d'argent au sein même du commandement militaire grèvent le budget de la Défense et lèsent les hommes de troupe, qui se plaignent de n'être payés que partiellement [21]. De concert avec les principaux bailleurs de fonds, le président ougandais dénonçait ainsi en 1997 la disparition de 400 millions de shillings par mois des fonds alloués au conflit du Nord [22].

Quelques mesures symboliques ont été prises pour lutter contre ce fléau. Après un audit en juillet et août 1997, le contrôleur financier de l'UPDF, le lieutenant-colonel Arthur Musinguzi et son adjoint, le directeur des Finances, le major Bright Rwamiramira, ont été suspendus pour avoir détourné 6 millions de dollars, investis à titre personnel dans une entreprise de sodas [23]. Le commandement de la 2e division basée à Mbarara, alors dirigée par le lieutenant-colonel Peter Kerim, membre historique de la NRA, a lui aussi été remplacé. Un homme d'affaires congolais l'avait en effet accusé d'avoir volé, pour une valeur de 5,4 millions de dollars, des camions-citernes, des semi-remorques et de l'essence qui auraient été réquisitionnés pendant le conflit du Congo [24]. Les scandales se succèdent et le système se perpétue…

Ces détournements de grande envergure (que l'invocation du secret Défense rend plus aisés) s'accompagnent également d'un business non moins obscur d'achat de matériel militaire défectueux ou usagé, entrepris par les hauts cadres de l'armée. En mars 1998 encore, le rapport de l'Auditor General relevait de nombreuses irrégularités dans les comptes de l'UPDF et des organes de sécurité. Il soulignait notamment l'acquisition malheureuse d'hélicoptères MI-24 de seconde main en Biélorussie pour une somme de 1,5 million de dollars l'unité. En mars 1999, deux de ces hélicoptères, achetés l'année précédente par l'intermédiaire de la Consolidated Sales Corporation (CSC), ont été renvoyés à leur expéditeur pour être révisés. En l'absence de carnet de vol justifiant de leur ancienneté et de leur entretien, les pilotes de l'UPDF avaient refusé de s'en

servir. Suite à une directive de Museveni demandant en juillet 1998 de rendre publics les détails de la transaction concernant ces hélicoptères obsolètes, le conseiller présidentiel en charge des relations avec les médias, John Nagenda, avait établi que la CSC, basée aux îles Vierges britanniques et dirigée en Ouganda par le coureur de rallye Emmanuel Katto, avait conclu un accord en février 1997 entre les vendeurs biélorusses et Salim Saleh, alors « superviseur » du ministère de la Défense [25]. Les « commissions annexes » à ce contrat s'élevaient à plusieurs millions de shillings (entre 800 000 et 1,3 million de dollars [26]). Bien que Museveni ait menacé de renvoyer son frère et que le Premier ministre Kintu Musoke ait promis au Parlement que les membres du gouvernement ayant trempé dans cette affaire seraient tous inquiétés, aucune sanction n'a été prise [27]. Cette affaire n'était pas la première. En juin 1998, en effet, Manuel Pinto, député de Kakuto, révélait au Parlement que des officiers supérieurs du ministère de la Défense avait acheté du matériel obsolète et escroqué le gouvernement en surévaluant le prix des hélicoptères de 5 à 12 millions de dollars. Le total de la transaction s'élevait pour le gouvernement à 40 milliards de shillings ougandais, soit plus de 35 millions de dollars [28].

Comme souvent, les intérêts privés priment donc ici sur ceux de l'institution militaire. Pourtant, malgré la révélation publique de scandales impliquant de hauts officiers de l'armée, le personnel militaire est resté inchangé. Le lieutenant Kazini, qui commandait la 4e division, a même été promu général en décembre 1997, puis chef d'état-major de l'UPDF. Jusqu'aux affrontements de Kisangani, il était chargé du commandement des troupes ougandaises engagées au Congo. De même, Salim Saleh, pourtant déchu lors du remaniement de 1988 pour « indiscipline », a été rappelé une première fois en 1991 comme conseiller

19. Entretien avec James Eceret, directeur par intérim de la commission présidentielle sur le Teso, Kampala, juin 1998, et James Otto, directeur de Human Rights Focus, Gulu, juillet 1997 et juillet 1999.
20. Entretiens avec Norbert Mao, membre du Parlement pour la municipalité de Gulu, juillet 1997.
21. Amama Mbabazi, alors secrétaire d'État à la Défense, avait reconnu devant le Parlement en octobre 1997 ne pas avoir les fonds suffisants pour payer tous les soldats.
22. *The New African*, octobre 1997.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. *The New Vision*, 15 mars 1999.
26. *The Monitor*, 14 juil. 1998.
27. Réagissant à la déclaration de Salim Saleh concernant l'achat de UCB, Museveni a déclaré : « It was certainly stupid of him. Saleh knowingly ignored our advice to him, and tried to go behind and make contrary arrangements. It is a curtain raiser in the struggle to rectify mistakes and indiscipline which had been creeping into the Movement. Those like Saleh, who are largely undisciplined and who do not follow central guidance, even if well intentioned, cause problems for the movement. » *The Uganda Review*, n° 8-1, vol. 2, janvier 1999. En 1988, déjà, Museveni avait renvoyé Saleh de son poste d'Army Commander pour « indiscipline ».
28. *The Sunday Monitor*, 21 juin 1998.

présidentiel et une seconde en 1998 au poste, créé spécialement pour lui, de « superviseur » du ministère de la Défense [29].

Les logiques de petite corruption ont ainsi pris de l'ampleur pour évoluer vers une structure entrepreneuriale de type « économie de guerre », encadrée par les proches de Museveni. Salim Saleh, demi-frère du Président, est sans doute le représentant le plus illustre de ces entrepreneurs militaires. Diversifiant sans cesse ses activités, il poursuit une stratégie d'accumulation de *big man* évergète où se mêlent les divers registres du civil et du militaire, de la bienfaisance et de la « corruption légitime », du développement national et du capitalisme financier international [30]. Guérillero confirmé, Salim Saleh s'est enrichi à une vitesse étonnante. Renvoyé de l'armée en 1989, il fait fortune en rachetant les parts de plusieurs entreprises. Aujourd'hui à la tête d'une holding financière dont les ramifications dépassent les frontières nationales, il détient notamment 25 % des parts de la société minière britannique Branch Energy, qui exploite des concessions aurifères dans la région du parc national de Kidepo. Devant la menace de la Lord's Resistance Army (LRA), la protection de cette concession était elle-même assurée par Executive Outcomes, dont le même Salim Saleh était actionnaire à 45 % d'une des filiales, la compagnie de sécurité privée Saracen Uganda [31].

Par sa trajectoire et ses pratiques, le propre fils de Museveni, Muhoozi, témoigne lui aussi des dérives d'un régime qui balance entre logiques militaires et entrepreneuriales. Nommé directeur général de la holding de son oncle, Salim Saleh, le 14 janvier 1998, il avait démissionné lors du scandale de l'UCB [32]. Mais, lors de son mariage en juillet 1999, Salim Saleh lui a proposé de revenir faire des affaires avec lui, et conseillé d'oublier sa carrière militaire [33].

Mêlant armée et business, ces personnages reflètent les dérives affairistes du régime. Poussant cette entreprise de guerre jusqu'à son paroxysme, l'engagement des troupes ougandaises et rwandaises en République démocratique du Congo n'était pas, lui non plus, uniquement motivé par des raisons de sécurité intérieure. En dépit de la pénétration de l'UPDF sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur du Congo, en effet, la frontière n'a jamais été vraiment sécurisée, comme l'a montré le terrible massacre de huit touristes à Bwindi au mois de mars 1999.

Congo : une logique entrepreneuriale menée à son paroxysme

Depuis 1997, les deux armées contrôlaient *de facto* tout la région du Kivu, autant pour y maintenir une zone tampon sécurisant leurs frontières que pour y contrôler l'exploitation des ressources minières (or, cuivre, bois et ressources stratégiques…). La richesse potentielle du sous-sol congolais attirait les convoi-

tises de ses voisins, à la recherche d'une indépendance financière vis-à-vis des donateurs.

L'intervention de l'Ouganda au Zaïre s'est accompagnée de l'ouverture d'opportunités commerciales importantes au Nord-Kivu et de la réalisation de gros profits économiques autour de l'exploitation de ses ressources minières. Aux dires de l'opposition, l'investissement militaire ougandais aurait lui aussi été rétribué en or. Les exportations d'or ont en effet connu un véritable boom en 1996-1997, ayant rapporté pour cette seule année quelque 110 millions de dollars (contre 12,44 millions de dollars en 1994-1995 et 35 millions en 1995-1996 [34]). Dépassant largement la capacité nationale d'extraction, cette montée en flèche des exportations révélait l'exploitation, consentie ou non par le gouvernement congolais, des ressources de ses terres orientales. Ainsi, au cours des deux phases du conflit, selon la terminologie militaire, « les deux armées se sont nourries sur la bête », faisant des villes minières autant d'objectifs militaires stratégiques.

Bénéficiant du laisser-faire bienveillant de Kabila vis-à-vis de ses alliés d'alors, plusieurs officiers de l'UPDF eurent rapidement pignon sur rue (par le biais d'intermédiaires libanais et, parfois, européens) à Kisangani ou à Goma pour faire commerce des métaux précieux et stratégiques congolais. Parmi eux, Salim Saleh qui, tout en étudiant les possibilités de partenariat avec des sociétés de prospection aurifère, a ouvert un bureau à Kisangani sous couvert de son entreprise Calebs International pour commercialiser l'or extrait de RDC.

Une fois en place, Kabila dénonça cette exploitation informelle des différentes concessions minières, pratiquée sans l'accord du gouvernement congolais. Ce sera l'un des points de friction avec ses parrains étrangers dès le début de l'année 1998. Ainsi, la dissolution en août 1998 de l'alliance rwando-ougandaise avec Kabila trouve sa justification autant dans la sécurisation de la frontière de l'Ouganda et la pacification du Rwanda que dans la protection d'intérêts économiques.

---

29. Salim Saleh n'a en effet pas le niveau d'éducation requis par la Constitution pour occuper un poste ministériel plein. Après avoir démissionné de son poste à la suite du scandale de l'UCB, Salim Saleh a repris ses études et passé son diplôme de O'level la même année que son fils.
30. Voir, dans ce même numéro, son interview réalisée en septembre 1999.
31. P. Chapleau et F. Misser, *Mercenaires S. A.*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, p. 142, et *Johannesburg Mail and Guardian*, 27 nov. 1997.
32. La privatisation de la Uganda Commercial Bank a suscité un scandale politique majeur, lorsque l'on s'est aperçu que son rachat s'était opéré, à travers une société écran malaisienne, au bénéfice de la Greenland Bank dont Salim Saleh était l'un des principaux actionnaires. Pour plus de détails, voir dans ce même numéro l'article de Nicolas de Torrenté.
33. *The New Vision*, 19 juil. 1999.
34. *Background to the Budget, 1998/1999*, Ministry of Finance, juin 1998.

Cette implication ougandaise en territoire congolais, tardivement reconnue, et l'enchevêtrement sur place d'intérêts nationaux et privés renforcent l'idée selon laquelle l'efficacité de l'UPDF serait mise au service d'ambitions à la fois régionales et économiques. Ce sont en effet les perspectives économiques alléchantes du Kivu, mêlées à des appétits de puissance et d'intégration régionales, qui ont décidé de l'envoi de troupes ougandaises au Congo pour soutenir Kabila d'abord, pour le combattre ensuite [35].

La mort mystérieuse de Jet Mwebaze au cours d'une transaction d'achat d'or révélait ce commerce illégal. En effet, l'avion Cessna de Tropical Airways qui le transportait aux côtés de personnes travaillant dans la prospection aurifère s'est écrasé près de Beni, en RDC. Sa mort, confirmée le 5 octobre 1998 après plusieurs rapports contradictoires du ministère de la Défense, alimenta alors de nombreuses allégations selon lesquelles cette étrange équipe était impliquée dans une affaire de trafic d'or dans l'est du Congo-Kinshasa. De plus, avant que la Civil Aviation Authority (CAA) ne se mette en conformité avec l'International Civil Aviation Organisation (ICAO), qui interdit les vols commerciaux dans les zones de conflit, la desserte de Kisangani était le quasi-monopole d'Air Alexander, qui n'est autre que la compagnie aérienne de la femme de Salim Saleh, Jovia Akandwanaho [36].

Dans ce conflit, les intérêts économiques nationaux, voire privés, de quelques officiers ont primé sur les intérêts sécuritaires du pays, mettant en œuvre une logique entrepreneuriale frauduleuse qui dépasse par son ampleur celle déjà en place dans les zones de conflits ougandaises. Gérant le fragile équilibre entre gains économiques et victoires militaires, ce lobby militaro-entrepreneur entretient ainsi la logique pernicieuse selon laquelle le maintien de l'instabilité devient source d'enrichissement.

L'influence croissante de ces « entrepreneurs de l'insécurité », dans le Nord comme en RDC, jette le doute sur la volonté du pouvoir central de mettre un terme aux différents conflits qui alimentent un lucratif business militaire. Ce système militaro-économique achoppe toutefois sur la difficulté à sécuriser les profits liés aux conflits. Il se nourrit certes de l'insécurité, mais l'instabilité du contexte fragilise à son tour cette structure parasite dont le succès dépend de l'appartenance au camp des vainqueurs. Or, la seconde intervention des troupes ougandaises et rwandaises au Congo, dont Museveni espérait sans doute qu'elle serait un *remake* de la victoire-éclair de 1997, n'a pas eu les résultats escomptés. Ralenties par l'implication d'autres acteurs régionaux (dont la puissance militaire angolaise), les troupes de l'UPDF et de l'APR se sont enlisées. Les dissensions au sein de l'alliance ougando-rwandaise, qui ont dégénéré lors des affrontements de Kisangani, ébranlent les fondations mêmes de cette entreprise.

Rendu vulnérable par la médiocrité de ses résultats économiques, le régime ougandais s'expose dès lors à la perte du soutien des bailleurs extérieurs [37], en dépit des efforts de conciliation du président Museveni sur la scène internationale [38]. Inquiets du niveau d'équipement de l'UPDF et de son désir de s'affirmer comme une puissance régionale, ses voisins reprochent à Museveni une attitude va-t-en guerre qui risque de déstabiliser toute la région. Cette stratégie de déstabilisation agressive, qui s'est déjà manifestée au Rwanda, au Soudan et au Congo, contrecarre notamment les projets d'intégration régionale, pourtant si chers à Museveni [39]. Après avoir refusé l'adhésion du Rwanda en 1998, le Kenya et la Tanzanie rechignent désormais à ratifier les accords tripartites de coopération régionale destinés à relancer la défunte Communauté est-africaine.

Or, coïncidant avec une montée sensible du mécontentement interne, la perte de ses soutiens extérieurs est de mauvais augure pour le régime Museveni à l'approche des échéances du référendum de l'an 2000 et de l'élection présidentielle de 2001. Les récents déboires de l'UPDF remettent en cause l'argument de la « nécessité » sécuritaire avancé par le gouvernement et celui des bénéfices économiques de l'ingérence militaire ; ils révèlent au contraire les risques que celle-ci comporte. Entouré ou dépassé par une clique d'entrepreneurs militaires vénaux, Museveni n'aurait-il pas commis une erreur tactique en laissant se développer un tel business de guerre au point de fragiliser non seulement son assise régionale mais également la stabilité intérieure du pays ?

Sandrine Perrot
CEAN

35. S. Perrot, « L'Ouganda », *Annuaire des pays d'Afrique orientale 1998*, à paraître.
36. Le Boeing 707 transportait à la fois passagers et biens de première nécessité (sucre, sel, savon…) introuvables dans l'Est congolais. *The New Vision*, 6 août 1999.
37. Début septembre, l'un des donateurs les plus importants de l'organisation étatique Uganda Human Rights Commission a gelé une aide de 800 000 $ pour montrer son désaccord vis-à-vis de la présence ougandaise au Congo. De même, les Pays-Bas ont déclaré fin août qu'ils couperaient leur aide financière si les dépenses de défense ne diminuaient pas. *Uganda Newsline*, 1er sept. 1999.
38. Lors de l'accord de Syrte, Museveni a mis en avant sa volonté de retirer ses troupes du Congo, bien que la question de la sécurité des frontières n'ait pas été abordée. Il apparaissait ainsi comme le seul belligérant désireux de faire avancer le processus de paix. Misant au point de vue diplomatique sur Wamba dia Wamba (par ailleurs soutenu par les Tanzaniens et d'autres pays occidentaux), il s'assurait pourtant de l'efficacité militaire du mouvement de Jean-Pierre Bemba. Voir C. Onyango-Obbo, « Inside Congo Lion's mouth ; Kampala strikes », *The Monitor*, 14 juil. 1999.
39. Ainsi, le directeur de la mobilisation de masse et de l'éducation au secrétariat du NRM, Mulindwa Birimumaaso, a affirmé que l'Ouganda renverserait tout gouvernement hébergeant des dissidents du Mouvement. « Nous envoyons ce message haut et fort, tout gouvernement voisin souhaitant se maintenir encore au pouvoir ne devrait pas s'opposer à nous car ce serait le début de sa fin », a-t-il affirmé lors d'une remise de diplômes de 650 cadres du *chaka mchaka* à Mukono, le 12 juillet. *The Monitor*, 17 juil. 1999.